

La CDU face au risque d'un vote sanction

Le parti allemand d'extrême droite AfD pourrait créer la surprise aux élections régionales de Saxe-Anhalt

MAGDEBOURG (SAXE-ANHALT) -
envoyé spécial

Des 87 membres de l'Assemblée de Saxe-Anhalt, Detlef Gürk est celui qui détient le record de longévité avec sept mandats au compteur. Dimanche 6 juin, il espère en décrocher un huitième. Mais, à 59 ans, dont trente et un comme député régional, il n'a jamais vraiment appréhendé une élection. « A part celle de 1998, j'en ai pas le souvenir d'une campagne aussi difficile », confie ce chrétien-démocrate (CDU) qui, dimanche, pourrait laisser son siège au parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD).

La référence à 1998 n'est pas fortuite. « Les gens voulaient qu'Helmut Kohl s'en aille, et nous l'avons payé cher aux régionales », se souvient Detlef Gürk. Au printemps de cette année-là, la CDU n'obtient que 22 % en Saxe-Anhalt, soit 12 points de moins qu'en 1994. L'automne, elle perdait les législatives et Helmut Kohl, qui était chancelier depuis seize ans, dut céder la place au social-démocrate Gerhard Schröder (SPD).

Vingt-trois ans plus tard, l'histoire risque-t-elle de se répéter ? Contrairement à Helmut Kohl en 1998, Angela Merkel a décidé de ne pas briser de cinquième mandat à la tête de l'Allemagne. Mais, comme lui à l'époque, elle est au pouvoir depuis seize ans, ce qui fait craindre à la CDU un vote sanction en Saxe-Anhalt, dimanche, voire une possible défaite aux législatives, le 26 septembre.

Avec 2 millions d'habitants dans un pays qui en compte 83, la Saxe-Anhalt fait partie des moins peuplés des seize Länder. Mais les difficultés qu'y rencontre la CDU sont les mêmes qu'ailleurs en ex-Allemagne de l'Est. « Ici, nos électeurs gardent de l'estime pour Angela Merkel, mais ils veulent une autre façon de gouverner, moins dans la recherche permanente du consensus mais avec plus de volontarisme et de détermination », résume Detlef Gürk, qui évoque « une accumulation d'inquiétudes et de colères », depuis « la crise des réfugiés [de 2015], dont on n'a pas mesuré les conséquences », jusqu'à la pandémie de Covid-19, « avec la vaccination qui va beaucoup trop lentement et les mesures de type couvre-feu qui n'ont aucun sens dans les régions rurales », en passant par « la désintégration du tissu industriel et son impact social ».

« Social » et « national » Comme celles des autres Länder de l'Est, la fédération CDU de Saxe-Anhalt souhaite que ce soit le très conservateur Friedrich Merz, qui prenne la présidence du parti, en janvier, afin de succéder à sa vieille rivale Angela Merkel, cet automne, à la tête du gouvernement fédéral. C'est finalement le modéré Armin Laschet qui l'a emporté.

A part une rapide apparition aux côtés de Reiner Haseloff (CDU), le ministre-président de Saxe-Anhalt, candidat à un troisième mandat, Armin Laschet s'est fait très discret pendant toute cette campagne. Boudé par les candidats locaux de son parti, il a toutefois

veillé à ne pas les braquer. Par exemple en s'abstenant d'intervenir quand la CDU du Land voisin de Thuringe a décidé d'investir comme candidat aux législatives l'ex-chef du renseignement intérieur, Hans-Georg Maassen, idéologiquement proche de l'extrême droite et auteur d'un récent texte aux relents antisémites. Ou encore en refusant d'engager une procédure de dissolution de la Werte Union (« Union des valeurs »), un collectif ultraconservateur fondé au sein de la CDU en 2017 pour s'opposer à la politique migratoire d'Angela Merkel et dont le nouveau président a pour bras droit un ancien néonazi.

En 2016, la Saxe-Anhalt fut le premier Land où l' AfD, trois ans après sa fondation, obtint plus de 20 % à des élections régionales. Depuis, il est celui où les digues entre la droite et l'extrême droite ont été le plus poreuses. En 2017, une partie du groupe CDU à l'Assemblée régionale s'allia à l' AfD pour créer une commission d'enquête contre « l'extrémisme de gauche ». En 2019, deux élus CDU publièrent un

texte condamnant « l'immigration sans contrôle » et prônant « la réconciliation du social et du national ». Malgré l'alliance des deux adjectifs, dénoncée par certains de leurs collègues comme une cécité aux nostalgiques du national-socialisme, ils ne furent pas sanctionnés et sont aujourd'hui en troisième et quatrième positions sur la liste de la CDU aux régionales. En 2020, enfin, une partie des conservateurs votèrent avec l'extrême droite contre la hausse de la redevance audiovisuelle, provoquant une crise politique qui alla jusqu'au renvoi du ministre régional de l'Intérieur.

« Contrairement à ce qui est le cas dans l'ouest de l'Allemagne, beaucoup d'adhérents de la CDU, dans les Länder de l'Est, n'ont pas une position claire vis-à-vis du populisme de droite. Face à la menace que représente l' AfD, la CDU, dans l'Est, hésite entre démarcation et rapprochement. Aujourd'hui, les deux stratégies ont leurs partisans, même si ceux qui sont favorables à une claire étanchéité sont majoritaires », explique Benjamin

La Saxe-Anhalt est le Land où les digues entre la droite et l'extrême droite sont le plus poreuses

Höhne, de l'Institut de recherche sur le parlementarisme, à Berlin.

Secrétaire général du groupe CDU à l'Assemblée de Saxe-Anhalt, Markus Kurze ne cache pas un léger agacement quand on l'emmène sur ce terrain des relations parfois ambiguës de son parti avec l' AfD à l'échelle locale et régionale. « Nous n'avons pas à nous excuser d'être conservateurs. Ce n'est pas parce que l' AfD se préoccupe de certains sujets que nous devons les ignorer, ou alors cela veut dire que nous laissons de côté 25 % des électeurs », explique-t-il, avant de donner un exemple : « Prenez l'immigration. Quand on dit que des ex-

pulsions sont nécessaires, il faut qu'elles aient réellement lieu. Être conservateur, ça n'est pas seulement parler, c'est aussi agir ».

En 2016, la CDU avait obtenu 29,8 % et l' AfD 24,3 % en Saxe-Anhalt. Dans les derniers sondages, la première oscille entre 25 % et 30 % et la seconde entre 23 % et 26 %. Une enquête d'opinion réalisée mi-mai ayant même donné l'extrême droite en tête d'un point, ce qui serait une première au niveau régional en Allemagne. En cas de mauvais score de la CDU, que le politiste Benjamin Höhne situe sous le seuil de 25 %, et a fortiori si l' AfD arrive en tête, l'avertissement pourrait être sérieux pour Armin Laschet à trois mois et demi d'un scrutin législatif que les conservateurs ont des chances de remporter, même si leurs intentions de vote n'ont jamais été aussi basses – 24 % à 27 % – et que les Verts, leurs principaux adversaires, les talonnent aujourd'hui de si près que certains considèrent leur victoire comme possible. ■

THOMAS WIEDER



Björn Höcke, représentant de l'aile radicale du parti d'extrême droite AfD, à Haldensleben (Saxe-Anhalt), le 28 mai. KONSTANTIN HARTMANN/JAPP

Au Mexique, le pour ou contre « AMLO » se joue dans les urnes

Les élections de dimanche sont cruciales pour l'avenir des réformes engagées par le président Andres Manuel Lopez Obrador

MEXICO - correspondance

La transformation du pays est imparable, martèle le président mexicain. Andres Manuel Lopez Obrador (« AMLO »), à quelques jours des mega-élections législatives et locales du dimanche 6 juin. L'avenir de son ambitieux programme réformateur se joue au Congrès. Son Mouvement de régénération nationale (Morena, centre gauche) est donné gagnant. Mais sa victoire pourrait être serrée face au bloc inédit formé par l'opposition contre lui, résumant le scrutin de mi-mandat à un virulent « pour ou contre AMLO ».

C'est le plus grand scrutin de l'histoire de cette République fédérale : les 500 mandats de député, la composition de 30 congrès régionaux, les postes de 15 des 31 gouverneurs, et près de 2000 fonctions municipales sont en jeu. Deux grandes coalitions s'affrontent. Morena, aux côtés du Parti du travail (PT) et du Parti vert écologiste (PVEM), fait face à une large alliance d'opposition, incluant même le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), l'ancienne formation d'AMLO. « Morena cherche à garder sa majorité au Congrès, ses adversaires à l'en empêcher », explique Ricardo Uvalle, politiste à l'université nationale autonome du Mexique.

Depuis sa victoire triomphale à la présidentielle de 2018 (53 % des voix), AMLO mène tambour battant sa « quatrième transformation du Mexique », après l'indépendance de 1810, la réforme (de 1858 à 1961, instaurant la laïcité) et la révolution de 1910. En deux ans et demi, Morena et ses alliés, majoritaires au Congrès, ont voté un train de réformes : éducation et santé gratuites, bourses d'apprentissage, retraite universelle, renforcement de la justice, soutien au secteur public de l'énergie...

Elections polarisées

« C'est un changement de régime », répète AMLO, qui a promis une rupture avec le système clientéliste et corrompu, instauré durant soixante et onze ans par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, centre) jusqu'en 2000, puis maintenu par l'alternance politique du Parti action nationale (PAN, droite), avant le retour au pouvoir du PRI de 2012 à 2018. AMLO souhaite rompre avec « les politiques néolibérales désastreuses » qui ont accentué les inégalités, dans un pays où la moitié de la population est pauvre.

Mis en cause par le président réformateur, le PAN et le PRI ont leur part de responsabilité. « C'est la première fois que l'opposition fait bloc dans une logique pragmatique de tous con-

Le Mouvement de régénération nationale, Morena, reste favori, porté par la popularité du président qui frôle les 60 %

tre AMLO », constate M. Uvalle. Morena n'en reste pas moins favori, porté par la popularité du président qui frôle les 60 % : son parti est crédité par les sondages d'environ 42 % des voix aux législatives, et de 54 à 66 % supplémentaires avec ses alliés. En face, le PRI et le PAN devraient remporter respectivement 17 % et 18 % des voix, et le PRD 3 %. Seuls 10 points d'écart séparent ainsi les deux coalitions, conférant aux indécis (entre 15 et 20 % des électeurs) un rôle-clé au sein du scrutin. Pour Ximena Mata Zenteno, sous-directrice d'Integralia, cabinet d'analyse politique, AMLO joue gros : « Son parti et ses alliés devraient garder leur majorité absolue à la Chambre des députés pour approuver le budget fédéral. Mais ils vont perdre leur majorité qualifiée, de deux tiers des sièges, nécessaire au vote des réfor-

mes constitutionnelles ». Morena pourrait aussi perdre trois des 19 congrès locaux qu'il contrôle, selon Integralia. Quant aux postes de gouverneur, l'alliance devrait décrocher huit sièges, qui s'ajouteraient aux six déjà présents dans son escarcelle. Le parti d'AMLO laisserait sept postes de gouverneur à l'opposition, mais deviendrait néanmoins la première force régionale du pays.

« L'usure du pouvoir a fait perdre à AMLO certains soutiens, mais il garde une très forte base électorale dans les milieux populaires, délaissés par le néolibéralisme des gouvernements précédents », souligne Ricardo Espinosa, politiste à l'université autonome métropolitaine. D'autant que l'opposition, très affaiblie depuis 2018, reste incapable de proposer un projet alternatif. En face, le président pèse de tout son poids sur la campagne, provoquant l'ire de ses détracteurs.

« Les élections de dimanche sont les plus polarisées de l'histoire mexicaine, s'est alarmé, sur les ondes, Rodrigo Gahan, directeur de l'Institut de sondage De las Heras Democracia. Ces tensions attisent les violences politiques. » Les cartels de la drogue s'engouffrent dans la brèche en tentant d'influencer le scrutin par le sang pour protéger leurs trafics. Quelque 89 politiciens ont été assassinés depuis le début du processus élec-

toral, en septembre 2020, dont 35 candidats de tous les partis.

AMLO appelle les électeurs à se mobiliser « pour contrer les malversations et les stratégies violentes du crime organisé, mais aussi des cols blancs ». Les instituts de

sondage s'attendent à une participation de plus de 50 % des électeurs, un record pour un scrutin de mi-mandat qui redéfinira la carte politique du Mexique en vue de la présidentielle de 2024. ■

FREDERIC SALIBA

INTERNATIONALES

Le grand entretien sur l'actualité du monde

Ce samedi à 12h00

PAP NDIAYE

historien, directeur général du Palais de la Porte Dorée

répond aux questions de Françoise Joly (TV5MONDE) et Coumba Kane (Le Monde).

Diffusion sur TV5MONDE et sur Internationales.fr

en partenariat avec Le Monde

TV5MONDE